

Informations Rapides



31 mars 2010 - n° 87 **CONJONCTURE**

Principaux indicateurs

■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 4^e trimestre 2009

La dette publique s'établit à 1 489,0 milliards d'euros

Avertissement : la dette trimestrielle étant fondée sur une source d'information directe moins complète que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La dette publique progresse de 31,7 milliards d'euros entre le 3^e et le 4^e trimestre 2009...

À la fin du quatrième trimestre 2009, la dette publique de Maastricht, qui est une dette brute, s'établit à 1 489,0 Md€, en hausse de 31,7 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB, elle se situe à 77,6 %, en hausse de 1,8 point par rapport au trimestre précédent. La progression de la dette publique nette est moins importante sur le trimestre (hausse de 22,9 Md€, soit +1,3 point de PIB).

...sous l'effet d'une hausse de l'endettement des administrations publiques locales et des organismes de sécurité sociale ...

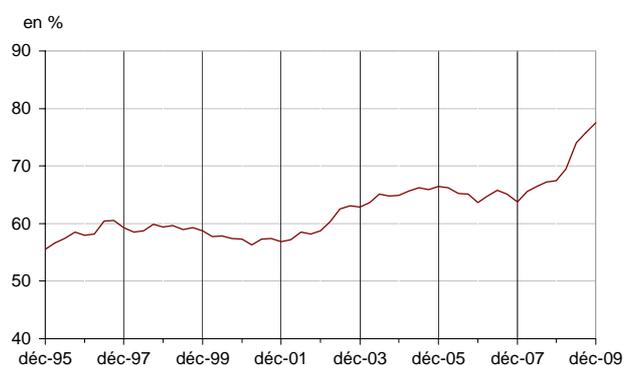
La contribution des administrations publiques locales augmente de +13,9 Md€, un rythme comparable à celui observé lors des quatrièmes trimestres des années précédentes.

La contribution des administrations de sécurité sociale à la dette publique augmente de 6,0 Md€, du fait en particulier du régime général et de l'UNEDIC.

...ainsi que de la dette des administrations centrales

La dette de l'État et des organismes d'administration centrale (ODAC) progresse de 11,7 Md€ au quatrième trimestre. L'émission par la société de prise de participation de l'État (SPPE) de billets de trésorerie sur les marchés contribue à augmenter de 7,7 Md€ la contribution des ODAC à la dette publique et à diminuer d'autant celle de l'État.

Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (*)



La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4
Ensemble des adm. publiques	1315,1	1347,2	1428,6	1457,3	1489,0
en point de PIB (*)	67,5%	69,5%	74,0%	75,8%	77,6%
dont, par sous-secteur, consolidée (*) :					
État	1036,2	1079,9	1134,6	1158,0	1162,6
Organismes divers d'adm. Centrale	95,5	88,9	109,2	108,2	115,3
Administrations publiques locales	148,1	144,1	142,3	142,8	156,8
Administrations de sécurité sociale	35,4	34,3	42,4	48,3	54,3
dont, par instrument :					
Dépôts	23,4	20,6	19,0	19,7	20,3
Titres négociables	1103,7	1146,2	1223,5	1248,0	1261,5
<i>court terme</i>	177,4	216,7	227,0	264,7	261,1
<i>long terme</i>	926,3	929,5	996,5	983,3	1000,5
Crédits	188,1	180,3	186,0	189,6	207,1
<i>court terme</i>	16,7	17,3	23,6	26,2	24,2
<i>long terme</i>	171,4	163,0	162,4	163,5	182,9

Source : Comptes nationaux base 2000 - Insee, DGFiP, Banque de France

(*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

La dette publique nette en moindre hausse que la dette de Maastricht

Au quatrième trimestre 2009, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 356,9 Md€ (soit 70,7 % du PIB), en progression de 22,9 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette hausse, moins importante que celle de la dette brute, résulte principalement de l'augmentation des dépôts à l'actif de l'État (+17,6 Md€), par anticipation des dépenses publiques à venir en 2010. À l'inverse, les remboursements des banques à la SPPE permettent à cette dernière de se désendetter, mais ils se traduisent dans le même temps par une diminution des actifs qu'elle détient, si bien qu'ils n'ont pas d'impact sur l'évolution de la dette nette des administrations publiques.

La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Md€)

	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4
Ensemble des adm. publiques	1199,9	1217,2	1277,9	1333,9	1356,9
dont :					
État	995,5	1023,8	1063,5	1115,6	1101,4
Org. divers d'adm. centrale	59,9	54,0	70,1	68,5	81,6
Adm. publiques locales	135,6	131,7	129,6	130,0	144,3
Adm. de sécurité sociale	8,8	7,9	14,7	19,8	29,5

La valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM en légère hausse

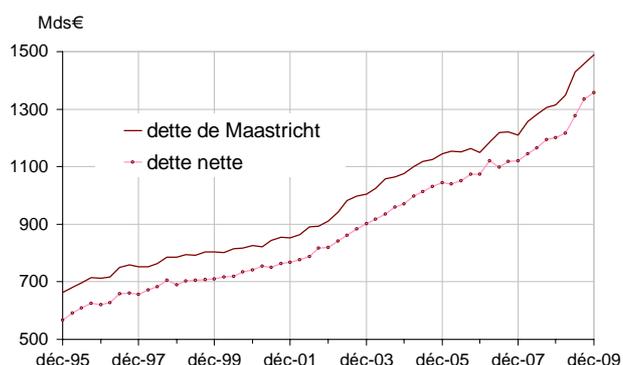
Au quatrième trimestre 2009, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'élève à 214,0 Md€, en hausse de 4,3 Md€ par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation s'explique principalement par la hausse des marchés boursiers.

Les actions cotées et les OPCVM détenues par les administrations publiques

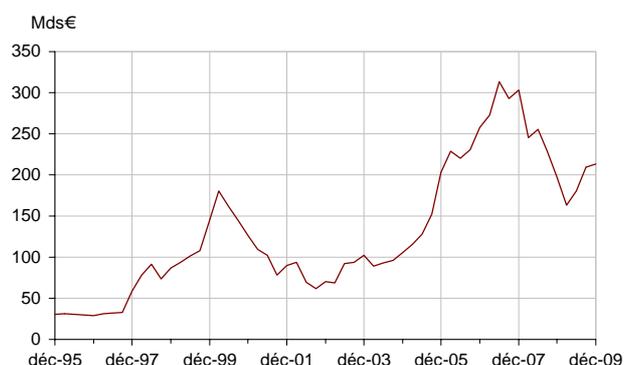
(en Md€)

	2008T4	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4
Ensemble des adm. publiques	197,7	163,0	180,1	209,7	214,0
dont :					
État	109,6	81,1	90,8	100,2	104,1
Org. divers d'adm. centrale	22,1	18,5	22,3	38,3	37,8
Adm. publiques locales	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Adm. de sécurité sociale	65,6	63,0	66,6	70,8	71,7

Dettes au sens de Maastricht et dette nette



Actions cotées et titres d'OPCVM détenus par les APU



Pour en savoir plus :

Dans le cadre du règlement du Conseil 3605/1993, l'INSEE transmet à Eurostat chaque année avant le 1^{er} avril le déficit et la dette publique de l'année précédente exprimée en point de PIB. Le PIB de 2009 utilisé pour ce calcul est estimé à partir de l'évaluation de la campagne des comptes nationaux en cours pour le PIB 2008, auquel est appliqué le taux de croissance issu des résultats détaillés des comptes trimestriels (publiés le 30 mars 2010).

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'*Informations Rapides* sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40&date=20090630>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/method_idconj_40.pdf
- Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Prochaine publication : le 30 06 2010 à 8h45